

# TABLE-RONDE DES DONATEURS POUR LE FINANCEMENT DU PROCESSUS ÉLECTORAL

## La communauté internationale appuie la Mauritanie

*Réunis le mardi 25 avril 2006 au Palais des Congrès de Nouakchott, les partenaires de la Mauritanie ont fait le point sur le budget électoral nécessaire pour financer les cinq scrutins prévus en 2006 et 2007. La solidarité internationale a été mise en branle et les autorités sont plus que jamais assurées de réaliser le processus électoral dans les conditions optimales.*

Dossier réalisé  
par Cheikh Aidara

Co-présidée par le ministre des Affaires Economiques et du Développement, M. Mohamed Ould Abed et l'envoyé spécial du président de la Commission de l'Union Africaine en Mauritanie, M. Vijay Makhan, la table-ronde des donateurs pour le financement du processus électoral en Mauritanie a permis aux participants de constater l'engagement des partenaires internationaux à appuyer les efforts déployés par les autorités nationales pour le retour à l'ordre constitutionnel.

Prenant la parole, le ministre des Affaires Economiques devait ainsi remercier les donateurs pour l'intérêt qu'ils portent à l'entreprise démocratique engagée par la Mauritanie depuis le changement du 3 août dernier. Replaçant la rencontre dans le contexte de la décision adoptée par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA en septembre 2005 pour l'accompagnement du processus de transition en cours, et cela par la mobilisation des ressources nécessaires au financement du processus électoral, il a brièvement survolé les objectifs que le pouvoir de transition compte atteindre avec l'appui de ses partenaires. Il a évoqué le processus participatif élaboré dans ce cadre, le programme de réforme mis en œuvre dans les domaines prioritaires de la transition démocratique, de la réforme de la justice et de la bonne gouvernance. Il a relevé le consensus national atteint au cours des journées de concertation organisées en octobre 2005 et dont la pertinence a été unanimement saluée. M. Mohamed Ould Abed a ensuite souligné les mesures adoptées en matière de transition démocratique, notamment l'ordonnance portant inéligibilité du président, des membres du CMJD et du gouvernement, le calendrier électoral, la CENI et le recensement administratif à vocation électorale. Il a aussi rappelé les résultats de la concertation du 21 avril dernier avec les acteurs nationaux sur les modes de scrutin, la participation des femmes, le financement des partis politiques et le bulletin unique.

Quant à l'envoyé spécial de

Alpha Omar Konaré, M. Vijay Makhan, il a relevé le caractère majeur du processus en cours, une dynamique qui selon lui mérite d'être soutenue.

La Représentante résidente du système des Nations Unies en Mauritanie, Mme Cécile Molinier, après avoir brièvement décrit la situation d'avant 3 août, estime que la volonté des pouvoirs publics de rétablir l'ordre constitutionnel rencontre un écho favorable de la part de la communauté internationale qui avait peu apprécié le renversement des institutions démocratiques. Elle a indiqué que les Nations Unies ont décidé de s'impliquer dans l'appui du processus de transition, au côté des autres partenaires. Pour elle, la table-ronde intervient à un moment charnière du processus, l'occasion de faire le point et d'appeler les acteurs impliqués à jouer sans dissonance la partition déjà composée.

M. Sidi Yeslem Ould Amar Cheïne, Directeur de la Promotion démocratique devait pour sa part présenter le mémorandum élaboré par la partie mauritanienne, un condensé de l'ensemble des démarches entreprises depuis le 3 août 2006 pour initier une politique d'ouverture, de dialogue et de liberté, consolidée par un certain nombre de réalisations institutionnelles et structurelles à même de garantir les fondements d'un Etat de droit.

Il faut préciser que la rencontre

s'est déroulée en présence du Secrétaire général du ministère gabonais des Affaires Etrangères, Président en exercice du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, des ministres mauritaniens des Affaires Etrangères et de

l'Intérieur, du ministre sénégalais des Affaires Etrangères, du ministre gambien de l'Administration Territoriale, du Président de la CENI, de plusieurs pays membres de l'Union Européenne et d'autres partenaires internationaux.